

# *Schéma de Cohérence Territoriale du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais*



## *Diagnostic de territoire - Volets Economie, Habitat, Equipements et services*

 egis aménagement  
Ile de France

**square**  
urbanisme  
paysage  
architecture  
& habitat

  
**TASSILI**

 Ledjo



## ■ TABLE DES MATIERES

<b>1. L'ÉCONOMIE</b> .....	<b>3</b>
<b>1.1. LES ACTIVITES ECONOMIQUES</b> .....	<b>3</b>
1.1.1. STRUCTURE GENERALE.....	3
1.1.2. LE SECTEUR AGRICOLE ET PARA-AGRICOLE .....	5
1.1.3. INDUSTRIE.....	7
1.1.4. ARTISANAT .....	10
1.1.5. COMMERCE.....	11
<b>1.2. EMPLOI</b> .....	<b>14</b>
1.2.1. EVOLUTION GENERALE.....	14
1.2.2. STRUCTURE DE L'EMPLOI .....	18
1.2.3. UN MARCHÉ DE L'EMPLOI QUI SE TEND .....	19
<b>1.3. PERSPECTIVES</b> .....	<b>20</b>
1.3.1. UN NECESSAIRE RENOUVELLEMENT DU TISSU ECONOMIQUE .....	20
1.3.2. UNE CAPACITE D'ACCUEIL IMPORTANTE.....	21
<b>1.4. SYNTHÈSE</b> .....	<b>24</b>

## 1. L'ÉCONOMIE

### 1.1. LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

#### 1.1.1. Structure générale

Le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais reste très marqué par les activités de production (agriculture et industrie) qui fin 2005, représentaient encore 41% de l'emploi salarié total contre 22% au niveau départemental, et 18% au niveau national.

Avec les non-salariés (notamment agricoles) et les activités de services directement liées à l'agriculture et à l'industrie (transports, négoce inter-entreprises, maintenance, services comptables et informatiques,...), c'est plus d'un emploi sur deux qui dépendait directement du secteur productif.

A l'inverse, la tertiairisation de l'économie locale s'est opérée relativement lentement.

Fin 2005, commerces et services occupaient 52,8% des salariés contre 76% au niveau national et 71,5% au niveau départemental. Leur nombre n'avait quasiment pas bougé par rapport à 1998, alors que la progression des effectifs salariés sur ces mêmes secteurs d'activités ont été de 1,7% par an au niveau national et 1,4% par an dans le Loiret. Comme on le remarquera dans le tableau ci-dessous, c'est essentiellement le secteur tertiaire non marchand qui aurait souffert au cours des dernières années, alors que pour leur part, commerces et services marchands (entreprises cotisant à l'UNEDIC) auraient connu une croissance comparable à celle du niveau national.

Cette structure économique est à l'évidence variable selon les espaces dans le Pays. Les pôles urbains ont une base tertiaire plus développée. L'unité urbaine de Pithiviers n'en demeure pas moins plus industrielle que ses voisins avec 68% d'emplois tertiaires en

1999, contre 73% à Montargis, 77% à Étampes et Nemours, 79% à Orléans et 88% à Fontainebleau.

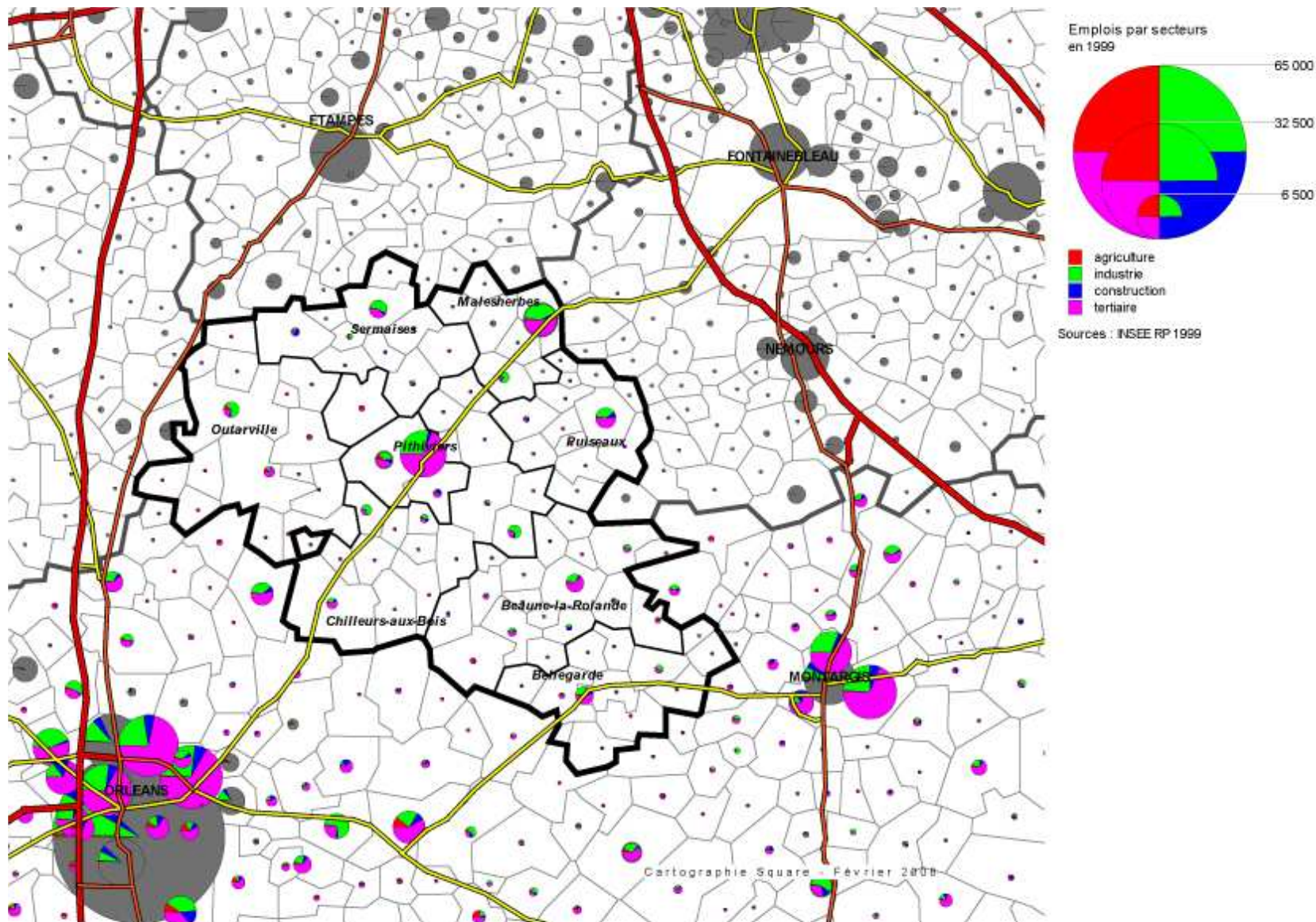
Parmi les autres pôles urbains, seule Beauce-La-Rolande dépassait les 60% d'emplois tertiaires avec en outre, depuis 1999, un développement rapide notamment dans le secteur commercial.

À l'inverse les secteurs peu urbanisés du Nord-Ouest du Pays (Plateau Beauceron, Plaine du Nord Loiret) avaient une base économique essentiellement productive, et une composante tertiaire qui a continué à s'étioler depuis.

#### Structure et évolution de l'emploi dans les principaux territoires du Pays

Zones	Total emploi 1999		Part de l'emploi agricole et industriel 99	Part de l'emploi tertiaire 99	É / an emploi salarié marchand agricole et industriel - 2007/1999	É / an emploi salarié marchand tertiaire - 2007/1999
CC de Beauce et du Gâtinais	2423	10,4%	54%	38%	1,1%	2,2%
dont Chilleurs-aux-Bois	371	1,6%	36%	56%	5,6%	-5,2%
CC du Beaunois	2345	10,1%	38%	51%	-2,2%	2,6%
dont Beauce-la-Rolande	1006	4,3%	34%	63%	0,6%	6,2%
CC du Bellegardois	2002	8,6%	45%	48%	-2,5%	4,0%
dont Bellegarde	1152	5,0%	39%	52%	-4,1%	4,0%
CC du canton de Puisieux	1780	7,7%	40%	50%	-5,0%	0,4%
dont Puisieux	1306	5,6%	41%	51%	-5,1%	0,0%
CC du Malesherbois	3955	17,0%	48%	47%	-1,2%	2,5%
dont Malesherbes	3335	14,4%	44%	52%	1,2%	2,6%
CC de la Plaine du Nord Loiret	1795	7,7%	58%	36%	-8,8%	-1,1%
dont Outarville	803	3,5%	76%	21%	-10,7%	-2,0%
CC du Plateau Beauceron	1804	7,8%	53%	33%	2,3%	-1,7%
dont Sermaises	1056	4,5%	57%	38%	3,4%	-3,3%
PTM le urbain central	7105	30,6%	32%	65%	-2,5%	3,0%
dont Pithiviers	5999	25,8%	29%	68%	-1,7%	2,9%
<b>Pays Beauce Gâtinais</b>	<b>23209</b>	<b>100,0%</b>	<b>43,0%</b>	<b>50,2%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>2,3%</b>
Département du Loiret	250834		25,2%	68,5%	-0,6%	1,9%
<b>France métropolitaine</b>			<b>22,3%</b>	<b>71,8%</b>	<b>-1,2%</b>	<b>2,4%</b>

Sources : INSEE - emploi total pour 1999, UNEDIC - emploi salarié marchand pour la variation 1999-2007





### 1.1.2. Le secteur agricole et para-agricole

L'agriculture fait l'objet d'un rapport annexe et ne sera évoquée que sommairement bien qu'elle constitue un élément prépondérant du paysage économique du Pays.

L'activité agricole occupe 80% de sa surface, avec une faible diminution au cours de 20 dernières années, due pour l'essentiel aux prélèvements des autres usages du sol.

Hormis une petite partie à l'Est (Gâtinais Est), c'est une terre de grandes cultures qui s'est spécialisée de plus en plus autour de quelques productions majeures : céréales, protéagineux, betterave à sucre....

L'élevage est en forte régression. La qualité agronomique des terres a permis aux exploitants de développer des productions de qualité (CF. L'orge de brasserie) et à haute valeur ajoutée (95% de la production de blé sont dédiés au blé améliorant).

La pérennité d'une activité agricole hautement productive dans le Pays paraît assurée. La culture des céréales connaît un nouvel intérêt avec la montée mondiale des cours. La production de betterave un temps menacée par l'évolution des politiques européennes, semble localement confortée, grâce notamment aux volontés des sociétés sucrières. Enfin, les exploitants ont pris la mesure des contraintes écologiques qui pouvaient à terme remettre en cause la rentabilité de leur exploitation.

Si l'agriculture occupe donc une place durable dans la valeur des productions locales et notamment des productions exportées, son poids en terme d'emploi ne fait que diminuer.

La concentration des exploitations a réduit de manière drastique le nombre d'agriculteurs exploitants, passé de 2 750 en 1979 à moins de 1 300 en 2000 (source RGA).

On notera que, dans le même temps, le nombre de salariés agricoles est resté relativement stable :

- 435 en 1999 (dont 355 ouvriers),
- 490 en 1990 (dont 349 ouvriers),
- une variation de - 6% depuis 1999 pour la zone d'emploi de Pithiviers<sup>1</sup>(Source INSEE).

En supposant que le nombre d'exploitations ait continué à diminuer au rythme moyen de 1979 à 2000, pour atteindre un nombre d'environ 1 000 à 1 050 fin 2005, ce sont environ 1500 emplois directs que procurerait l'agriculture, soit 6 à 7% de l'emploi total du Pays.

Mais l'impact de l'activité agricole ne se limite pas à ces emplois directs. Les industries agro-alimentaires regroupaient, fin 2006, 12 entreprises (dont 5 de plus de 50 salariés) et 890 emplois salariés<sup>2</sup>, soit à peu près autant qu'en 1999.

Les autres activités para-agricoles telles que la fabrication et le négoce d'engrais et autres composants organiques ou chimiques destinés à l'agriculture, la fabrication, la réparation et le négoce de matériel agricole, le commerce de gros de produits de l'agriculture, représentaient, pour l'Unedic, un effectif d'environ 425 salariés, fin 2006.

Si on ajoute à cela le secteur coopératif, les services administratifs et financiers para-agricoles relevant de la MSA ou du secteur public, une partie de l'activité industrielle d'emballage et conditionnement (~100 emplois en 2006), des transports et du stockage (~ 600 emplois en 2006), ce sont sans doute de 3 000 à 3 250 emplois qui contribuaient de fait à la production agricole, soit près de 15% de l'emploi total du Pays à la fin 2006.

<sup>1</sup> 92% du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais

<sup>2</sup> Source Unedic. Les entreprises agro-alimentaires ou para-agricoles relevant de la MSA sont absentes.

Avec les activités induites, c'est donc un bon tiers de l'emploi qui a l'avantage d'être fortement ancré dans le territoire.

Sa préservation constitue donc probablement un des enjeux qu'aura à traiter le SCoT, en équilibre bien sûr avec les autres exigences foncières de développement qui peuvent entrer en concurrence avec l'agriculture, comme on vient de l'observer (autoroute, nouvelles zones d'activité).

Ceci étant, on ne doit pas surestimer l'enracinement local de toutes les entreprises de l'agro-alimentaire. Certaines d'entre elles, et probablement une majorité en termes d'emploi (Doux, Brossard, BCS, ...), ne fonctionnent qu'à la marge avec les ressources locales. Propriétés de grands groupes et sujettes à des évolutions stratégiques qui se décident ailleurs, leur devenir est assez imprévisible.

Pour l'instant, le secteur des industries agro-alimentaires a plutôt maintenu ses positions. Sa diversification est plutôt un gage pour l'avenir. Et le projet de développement d'une filière « bio-combustibles », dans le cadre du pôle d'excellence rural « conversion énergétique : valorisation des ressources agricoles et forestières locales », est un nouveau pas dans ce sens. Une première expérimentation a été réalisée avec l'entreprise SIDESUP. À terme, ce sont plusieurs dizaines d'emplois supplémentaires qui sont attendus. Le SCoT devra réfléchir aux mesures d'aménagement qui peuvent favoriser le développement de cette filière.

### Entreprises de plus de 50 salariés dont l'activité est liée à l'agriculture

Raison sociale	Commune	Libellé activité réelle	Effectif de salariés	Année de recensement
BEAUVALLET FILS	PITHIVIERS	COMMERCE DE VIANDES EN GROS	62	2004
DOUX FRAIS	BOYNES	ABATTAGE DECOUPE CONDITIONNEME	234	2004
THOREAU	LADON	FABRICATION D'ALIMENTS POUR BETAIL	50	2005
BCS ILE-DE-FRANCE	PITHIVIERS	FABRICATION DE PATONS SURGELES VIENNOISE	53	2005
BROSSARD FRANCE	PITHIVIERS	FABRICATION DE BISCUIT	211	2000
VERMANDOISE INDUSTRIE	PITHIVIERS LE VIEIL	SUCRERIE	138	2005
INTERFERTIL	PITHIVIERS	FABRICATION ET COMMERCE D'ENGRAIS	60	2002
JOURDAIN	ESCRENNES	FABRICATION ACHAT VENTE DE MATERIAL AGRICOLE	154	2004
<b>Total agro alimentaire et p̄ri agricole</b>			<b>962</b>	

Source : CCI du Loiret



### 1.1.3. Industrie

L'industrie représentait encore, fin 2005, 34,5% des effectifs de la zone d'emploi, ce qui est assez considérable par rapport aux territoires voisins (cf. Tableau ci-dessous). Son devenir est donc un enjeu important pour le développement du territoire.

C'est un secteur qui a été dynamique en termes d'emploi jusqu'en 2000, mais qui, désormais, voit ses effectifs se réduire :

Pour la zone d'emploi de Pithiviers (92% du Pays) :

Emplois industriels : 31.12.1998, 7450  
 31.12.2000, 8125  
 31.12.2002, 7825  
 31.12.2005, 7200

Ceci étant, cette première impression négative doit être nuancée, dans la mesure où cette diminution de l'emploi industriel a été :

- d'une part, en partie compensée sur un plan quantitatif, par un accroissement de l'intérim : 130 inscrits fin 1998, 660 fin 2006 (source Unedic, pour partie seulement dans l'industrie) ;
- d'autre part, provoquée sans doute par une externalisation de certaines fonctions qui, malheureusement, n'a sans doute pas intégralement bénéficié au territoire.

Si le secteur industriel n'est donc plus aujourd'hui créateur d'emplois, il a malgré tout réussi à préserver l'essentiel du tissu existant. Ce dernier a l'avantage d'être diversifié avec un alliage d'établissements moyens de groupes nationaux ou internationaux et de PME locales. La situation économique du Pays n'est donc dépendante ni d'un gros employeur, ni d'un secteur d'activité particulier.

Le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais présente malgré tout quelques spécialisations qui constituent à la fois des vecteurs de

développement possibles, mais aussi des éléments d'incertitude pour l'avenir.

	2001			2006		
	Nombre de grands établissements (+100 salariés)	Nombre total d'établissements	ET Industrie Nombre total d'établissements	Nombre de grands établissements (+100 salariés)	Nombre total d'établissements	ET Industrie Nombre total d'établissements
Canton Bellegarde	2	303	43	0	272	42
Canton Beaune	2	246	40	2	324	42
Canton Malesherbes	11	397	67	9	416	56
Canton Outarville	2	222	31	2	258	36
Canton Pithiviers	16	853	117	10	882	103
Canton Puisseaux	1	248	44	1	247	42
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>2269</b>	<b>342</b>	<b>24</b>	<b>2399</b>	<b>321</b>

source Sirène janvier 2001 source Sirène janvier 2006

La filière industrie graphique – édition, principalement localisée à Malesherbes et Sermaises, regroupait une vingtaine d'entreprises et plus de 2 000 emplois dont Maury Imprimeur (~ 1 000 emplois), Interforum (~ 500 emplois), les reliures Brun (~ 200 emplois) et Union Diffusion (groupe Flammarion, ~ 100 emplois).

#### Entreprises de plus de 50 salariés dont l'activité est liée à l'imprimerie

Raison sociale	Commune	Libellé activité réelle	Effectif de salariés	Année de recensement
INTERFORUM	MALESHERBES	AUTRES COMMERCE DE GROS DE BIENS DE CONSOMMATION	67	2001
INTERFORUM	MALESHERBES	AUTRES COMMERCE DE GROS DE BIENS DE CONSOMMATION	450	2006
PRINTOR PACKAGING	ASCOUX	AUTRE IMPRIMERIE (LABEUR)	75	2005
MAURY IMPRIMEUR	MALESHERBES	AUTRE IMPRIMERIE (LABEUR)	1070	2002
IMPRIMERIE DE PITHIVIERS	PITHIVIERS	AUTRE IMPRIMERIE (LABEUR)	55	2001
RELIURES BRUN	MALESHERBES	RELIURE ET FINITION	229	2005
UNION DIFFUSION	SERMAISES	ROUTAGE	100	1997
<b>Total imprimerie et édition</b>			<b>2046</b>	

Source : CCI du Loiret



La proximité des donneurs d'ordre et du marché de la région parisienne est sans doute un élément déterminant de leur localisation.

Les entreprises ont une forte notoriété nationale et internationale, et leur capacité technique a été constamment adaptée et modernisée. Mais elles sont soumises, notamment les imprimeries, à une exposition concurrentielle de plus en plus forte qui réduit leur visibilité financière.

A plus long terme, l'impact de l'arrivée des nouvelles techniques de communication sur le marché du livre laisse ouvertes de nombreuses incertitudes.

Le secteur de l'automobile et du matériel de transport est le deuxième pôle significatif d'industrie du Pays (hors industries agro-alimentaires) avec quatre entreprises d'équipement automobile (Bowden, Valeo, ThyssenKrupp, Steco) et deux carrosseries industrielles (Cargo Van et ToutenKamion), soit environ 1000 emplois aujourd'hui. Ce secteur n'est pas sans risque : une entreprise au moins est fragile, deux autres viennent de changer de propriétaire.

Le secteur de l'équipement automobile enfin est à la veille de transformation avec le déplacement progressif de l'industrie vers les pays émergents.

### Entreprises de plus de 50 salariés dont l'activité est liée à l'automobile

Raison sociale	Commune	Libellé activité réelle	Effectif de salariés	Année de recensement
STECO POWER	OUTARVILLE	FABRICATION D'ACCUMULATEURS ET DE PILES ELECTRIQUES	202	2007
VALEO ELECTRONIQUE ET SYSTEMES D	BELLEGARDE	FABRICATION DE MATERIELS ELECTRIQUES POUR MOTEURS ET VEHICULES	101	2003
TOUTENKAMION	LADON	FABRICATION DE CARROSSERIES AUTOMOBILES	89	2006
CARGO VAN	PITHIVIERS LE VIEIL	FABRICATION DE CARROSSERIES AUTOMOBILES	129	2002
BOWDEN	BOYNES	COMMERCE DE GROS D'EQUIPEMENTS AUTOMOBILES	230	2004
THYSSENKRUPP SOFEDIT	SERMAISES	FABRICATION D'EQUIPEMENTS AUTOMOBILES	330	2005
<b>Total équipement et fabrication automobile</b>			<b>1081</b>	

Source : CCI du Loiret

Le reste du tissu industriel est assez hétérogène avec, notamment, la chimie et la pharmacie (3M Santé, Isochem, Chryso, ...), la plasturgie (IPI, Macaple, ...), les matériaux et équipements pour la construction (Placoplâtre, Strudal, Lafarge, Idée, Magri, Gainar, Malet SA, ...) et l'équipement électrique et électronique (Axiohm, SEFI, SGCI, ...). Ceci étant, cette hétérogénéité est plutôt protectrice et peut ouvrir des potentiels de développement dans certaines branches.

### Entreprises de plus de 50 salariés dont l'activité est liée à d'autres types d'industrie

Raison sociale	Commune	Libellé activité réelle	Effectif de salariés	Année de recensement
ISOICHEM	PITHIVIERS	FABRICATION DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES DE BASE	192	2002
LABORATOIRES 3M SANTE	PITHIVIERS	FABRICATION DE MEDICAMENTS	295	2005
CHRYSO	SERMAISES	FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES A USAGE INDUSTRIEL	130	2005
ASM	MALESHERBES	FABRICATION D'AUTRES ARTICLES EN CAOUTCHOUC	95	2005
PLACOPLATRE	BAZOCHE LES GALLERANDES	FABRIC D'ELEMENTS EN MATIERES PLASTIQUES POUR LA CONSTRUCTION	52	2000
INTERNATIONAL PLASTIC INDUSTRIE	CHILLEURS AUX BOIS	FABRICATION D'ARTICLES DIVERS EN MATIERES PLASTIQUES	72	2001
MACAPLE	PITHIVIERS	FABRICATION D'ARTICLES DIVERS EN MATIERES PLASTIQUES	75	2002
IDEE	PITHIVIERS LE VIEIL	FABRICATION DE CHARPENTES ET DE MENUISERIES	60	2004
MAGRI	THIGNONVILLE	FABRICATION DE CHARPENTES ET DE MENUISERIES	98	2004
STRUDAL	ENGENVILLE	FABRICATION D'ELEMENTS EN BETON POUR LA CONSTRUCTION	80	2001
LAFARGE MORTIERS	MALESHERBES	FABRICATION DE MORTIERS ET BETONS SECS	50	2002
ALSER INNOVATION	SERMAISES	FABRICATION DE MEUBLES NCA	139	1998
GAINAIR	AUTRUY SUR JUINE	INSTALLATION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES ET DE CLIMATISATION	145	2002
AFFINERIE DE PONT SAINTE MAXENCE	BAZOCHE LES GALLERANDES	PRODUCTION DE PLOMB, DE ZINC OU D'ETAIN	60	2001
GALVA 45	ESCRENNES	TRAITEMENT ET REVETEMENT DES METAUX	190	2005
AXIOHM	PUISEAUX	FABRICATION D'ORDINATEURS ET D'AUTRES EQUIPEMENTS INFORMATIQ	200	2001
SEFI	PITHIVIERS	FABRICATION DE MATERIELS ELECTRIQUES NCA	74	2005
S.G.C.I. INDUSTRIE	BELLEGARDE	FABRICATION DE COMPOSANTS PASSIFS ET DE CONDENSATEURS	114	2004
MICRO CONTROLE SA	BEAUNE LA ROLANDE	FABRICATION D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	169	2006
<b>Total autres industries</b>			<b>2290</b>	

Source : CCI du Loiret



Le secteur industriel a toutes les chances de rester encore longtemps le principal socle économique du Pays. Un renouvellement est probablement nécessaire pour faire face aux risques qui pèsent sur quelques-unes des filières ; Mais le territoire doit être aussi en capacité d'assurer le développement des entreprises en place, ce qui pose à la fois :

- la question des besoins fonciers, pour des extensions ou des relocalisations éventuelles ; il ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux de la logistique en filigrane des projets récents des zones d'activité ;
- celle également de l'accueil de la main-d'œuvre, sachant que, dans un certain nombre de métiers, des difficultés de recrutement sont apparues et qu'avec l'évolution de la pyramide des âges, elles ne peuvent que s'étendre.

Cette dernière question renvoie aux problématiques de transport, d'habitat et d'équipement qui devront être au cœur de la réflexion du SCOT.

### 1.1.4. Artisanat

Avec 13 entreprises artisanales pour 1000 habitants, le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais présentait, en 2004, une densité artisanale un peu inférieure à celle des autres pays du département (Orléans non compris) :

- Gâtinais: 15 entreprises artisanales pour 1000 habitants
- Giennois : 14 ‰ h
- Sologne – Val sud : 14 ‰ h
- ...

Les 845 artisans présents en 2004 assuraient un maillage serré du territoire. L'accroissement de leur nombre a été constant au cours des dernières années, notamment dans les services.

De 2001 à 2004, la progression de leur nombre a été certes inférieure à celle du département, mais elle a été encore de 4,7%.

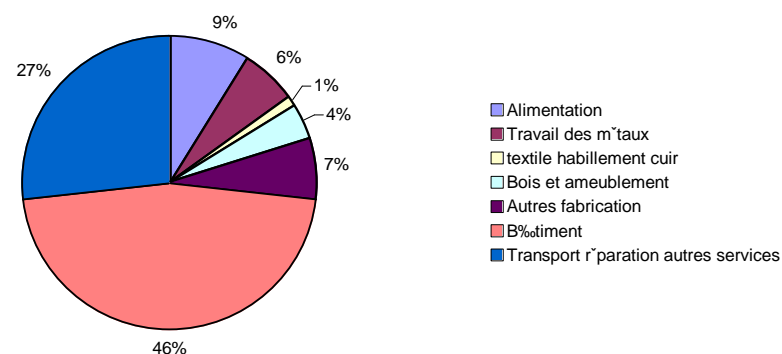
Cependant, la pérennité du secteur n'est pas assurée. Les métiers de bouche souffrent face au développement de la grande distribution. Et, on sait que le renouvellement des chefs d'entreprise dans le bâtiment risque d'être difficile à l'avenir. L'artisanat participe à l'animation et à l'équipement du territoire au plus près de ses habitants, C'est probablement un élément essentiel de son attractivité. Le SCOT devra trouver les moyens pour accompagner les politiques de redynamisation et de renouvellement du tissu artisanal qui pourrait être mis en place.

### Répartition des Pays par catégorie professionnelle

Cat'gorie	Giennois	Fort d'Orléans Val de Loire	Loire Beauce	Sologne Val Sud	G%otinais	Beauc G%otinais en Pithiverais
Alimentation	64	63	54	73	86	79
Travail des m'taux	44	49	44	29	48	54
textile habillement cuir	9	7	5	5	7	6
Bois et ameublement	31	24	26	31	47	30
Autres fabrication	46	29	33	36	53	62
B%otiment	258	354	282	272	447	382
Transport r'paration autres services	181	178	178	153	233	232
<b>Total</b>	<b>632</b>	<b>704</b>	<b>622</b>	<b>599</b>	<b>921</b>	<b>845</b>
Densit' pour 1000h	14,4	14,6	13,4	14,4	16,9	13,4

source : Osira - Crmc - CCI Loiret 2004

### Répartition des catégories professionnelles sur el Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais



### 1.1.5. Commerce

Lors de l'enquête réalisée en 2003 sur les pratiques d'achat des ménages, le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais affichait un taux de couverture des besoins très déficitaire particulièrement dans le non alimentaire.

La densité commerciale, tant en terme d'établissement (10,4 /1 000 h contre 12,2) que de m<sup>2</sup> de surface de vente (1 600m<sup>2</sup>/1 000 h contre 1 825) était inférieure à la moyenne départementale (Source CCI Loiret).

La structure commerciale était relativement équilibrée, avec plusieurs pôles relais en dehors du pôle principal Pithiviers, sauf peut être dans la partie ouest du territoire.

On observait toutefois que 37 communes n'avait aucun commerce, et 29 autres aucun commerce alimentaire. Dans les 2/3 des communes, aucun approvisionnement alimentaire n'était possible sauf dans quelques-unes par le biais des tournées.

En quelques années, la situation du territoire s'est modifiée avec le renforcement de l'équipement en grandes et moyennes surfaces alimentaires (extensions et modernisations) et surtout avec le développement très important (correspondant à 16% de la surface totale des magasins non alimentaires y compris de moins de 300 m<sup>2</sup>) des moyennes surfaces spécialisées. Ce développement s'est principalement opéré sur 2 pôles, Pithiviers et Beauce-La-Rolande.

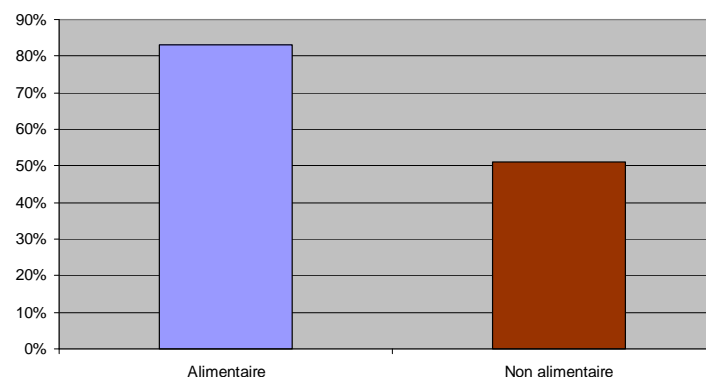
Sans pouvoir l'assurer – la nouvelle enquête ménage aura lieu en fin d'année -, la CCI pense que ce développement a permis de fortement réduire l'évasion commerciale. Un palier serait même atteint en matière alimentaire, avec une concurrence qui pourrait déstabiliser certains magasins.

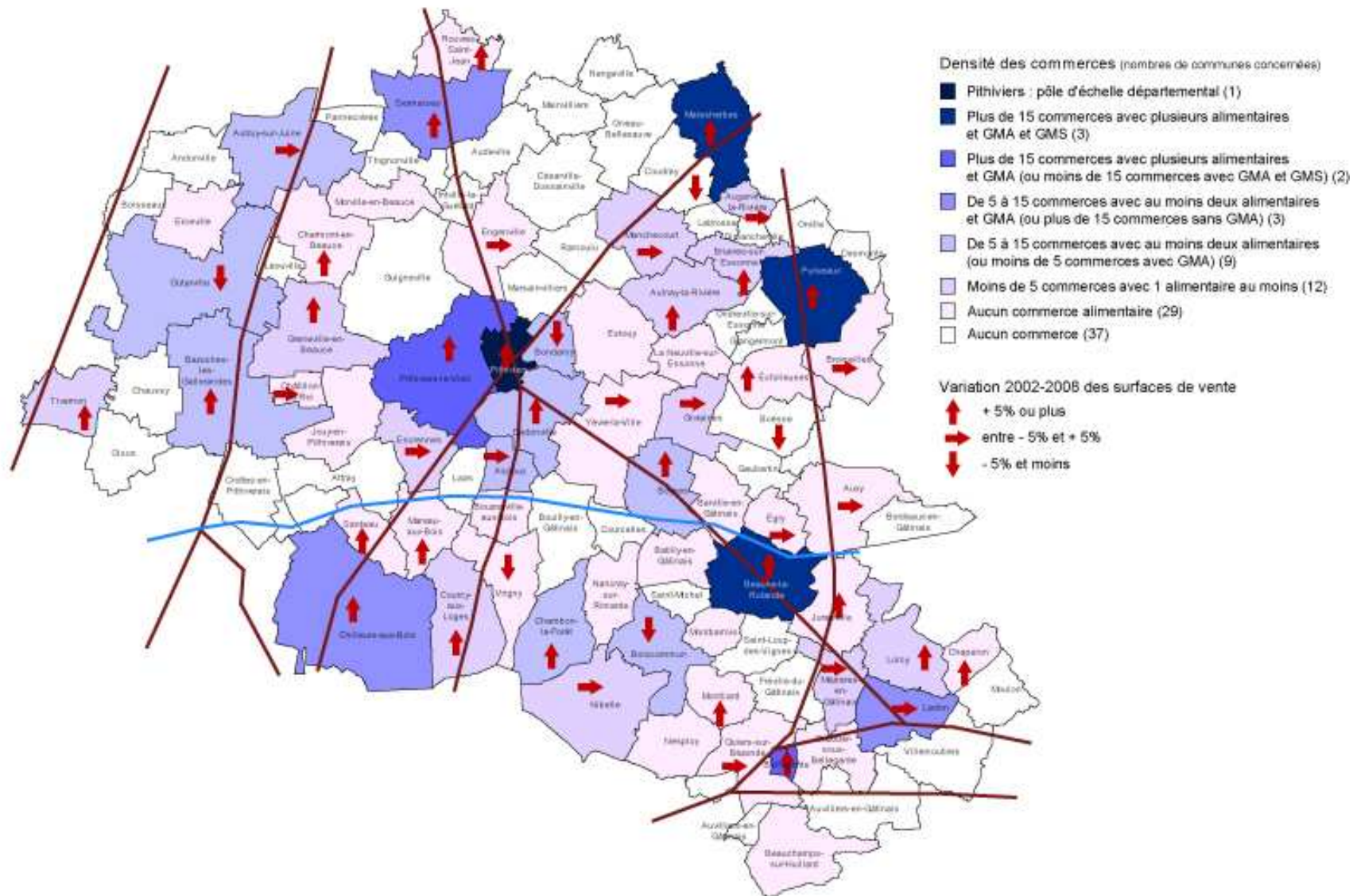
L'impact sur l'emploi de ce développement a été important (+550 de 1999 à 2006, soit +3,4%).

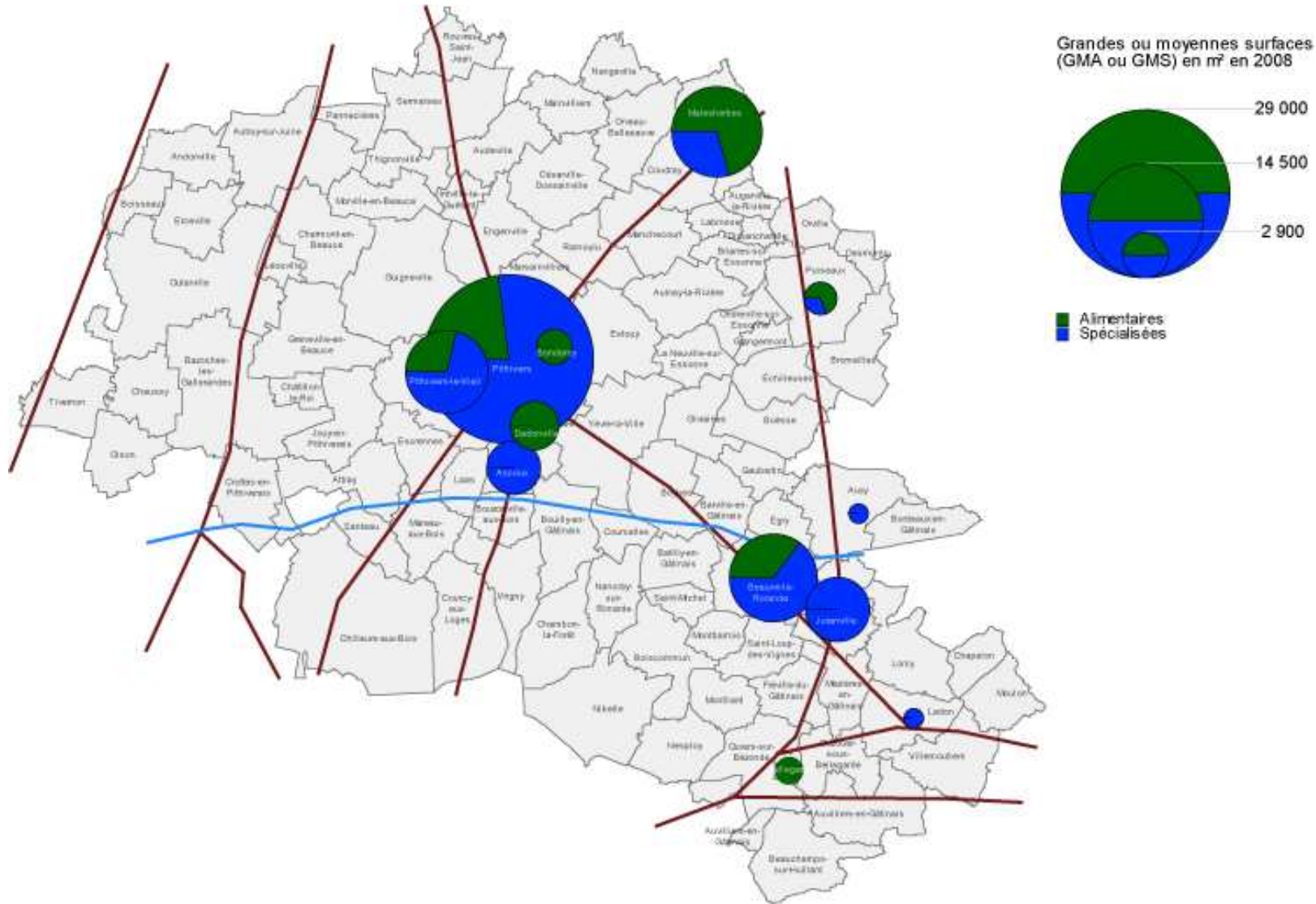
Par contre, cet impact n'apparaît pas encore clairement sur la structure commerciale existante, sauf peut-être dans les pôles

urbains réceptacles du développement, sur les 48 communes avec surface de vente recensée, 26 affichaient une augmentation de cette dernière entre 2002 et 2008, 16 une stabilité et 6 seulement une diminution.

Taux de couverture des besoins (dépenses des ménages 2003)







## 1.2. EMPLOI

### 1.2.1. Evolution générale

Les seules données globales disponibles sont à l'échelle de la zone d'emploi qui, rappelons-le, est un peu plus petite que le Pays (92% des emplois en 1999).

Contrairement à ses voisines, la zone de Pithiviers a perdu des emplois depuis 2001. Dans une certaine mesure, elle a amplifié les évolutions nationales, avec :

- une augmentation plus modérée sur la période 1998-2001, +1,4%/an contre 2,1%/an
- une baisse plus importante depuis : -1,1%/an contre +0,4%/an.

Depuis 2001, la zone d'emploi aurait perdu plus de 1250 emplois, principalement dans l'industrie (-6000 unités), et les services (-600 unités). Pour l'industrie, l'évolution négative est à nuancer, comme on l'a déjà évoqué, en raison de la probable externalisation de certaines fonctions, et de l'augmentation du recours à l'intérim.

Dans ces conditions, les pertes d'emploi dans les services sont d'autant plus surprenantes qu'elles se situent à contre courant de l'évolution nationale (+1%/an sur la même période), et que le secteur a bénéficié de reports d'emplois industriels (Intérim, services externalisés).

Sur longue période (1999-2005) on constate qu'une part significative de ce déficit provient du secteur public.

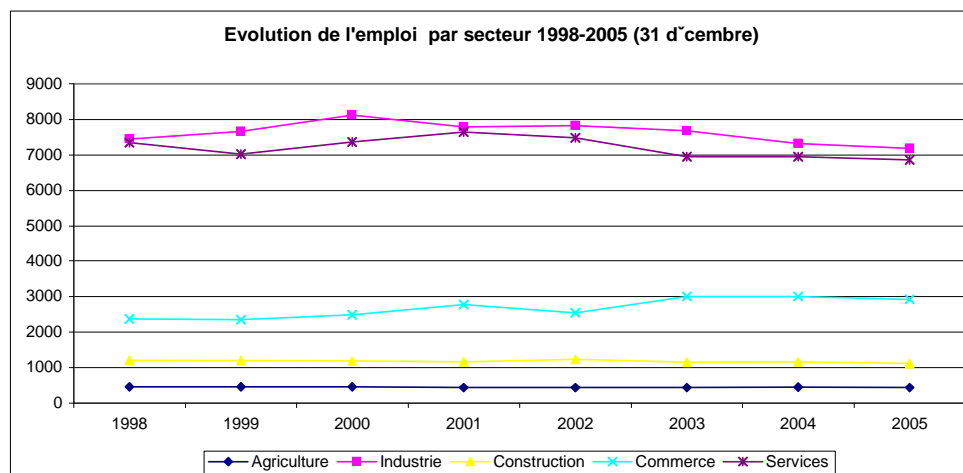
En effet, les emplois des services dans le secteur privé auraient progressé selon l'Unedic (+3000). Mais depuis 2001, toujours, selon la même source, l'emploi dans les services privés serait en baisse.

Zone d'emploi : effectif salarié du tertiaire privé hors commerce

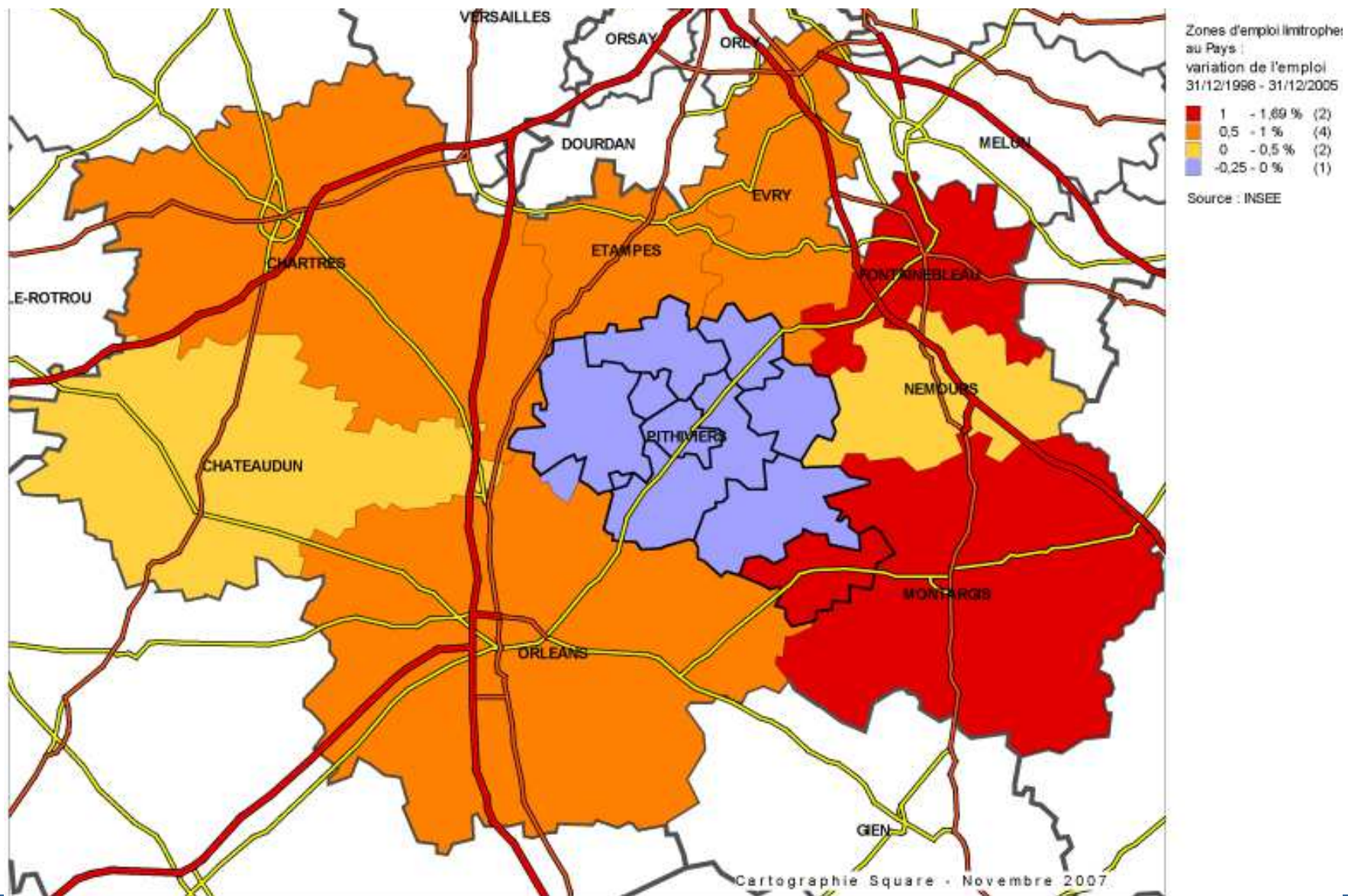
1998 : 3 100

2001 : 3 800

2005 : 3 400



*NB. Ces données doivent être interprétées avec prudence, certaines des évolutions pouvant être dues à un changement du Code APE de certains employeurs.*



Comme cela a déjà été précisé, cette évolution traduit peut-être (cela reste à explorer) une certaine difficulté du Pithiverais à garder dans son espace, les services un peu plus qualifiés, ceux qui requièrent un niveau de concentration pour gagner en économie d'échelle, et notamment ceux qui découlent de l'externalisation de certaines fonctions industrielles.

Elle est à rapprocher de la faiblesse relative que l'on constatait en 1999 (source INSEE RP), des effectifs des services aux entreprises par rapport aux territoires voisins.

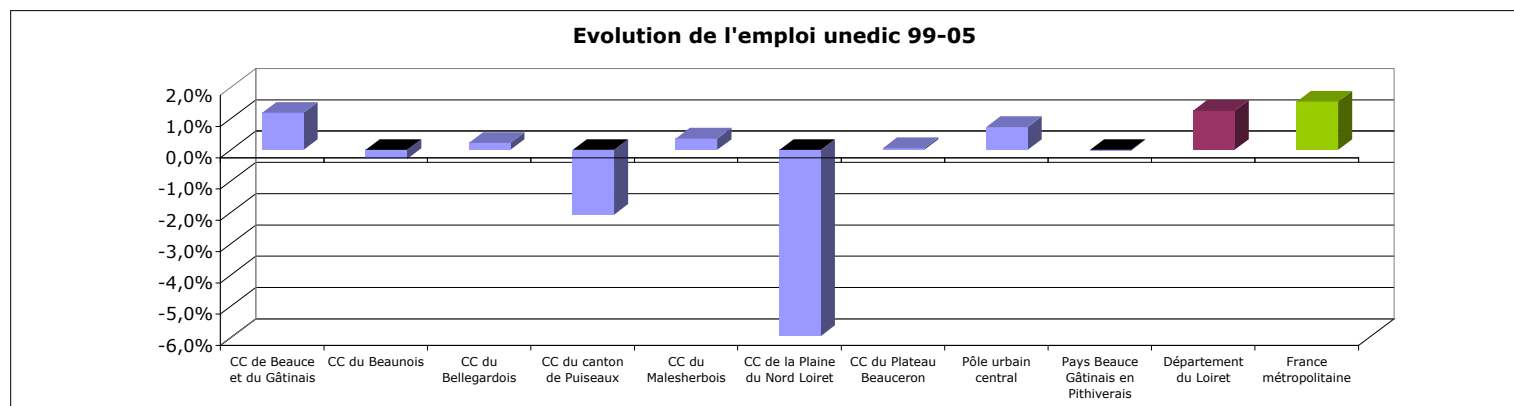
L'emploi dans le secteur de la construction est demeuré globalement stable. Compte tenu des gains de productivité du secteur, cela signifie au minimum une stabilité des chiffres d'affaires en volume sur la période. Eu égard à l'accroissement du rythme au cours des dernières années, on peut penser que ce sont les difficultés à développer l'offre de production (pénurie de main d'œuvre, difficulté de renouvellement des chefs d'entreprise) qui expliquent principalement pourquoi la dynamique du secteur a été bridée.

Le secteur du commerce a été de fait le seul moteur d'emploi dans la période la plus récente (+400 emplois entre 2002 et 2005). Les forts investissements qui ont été réalisés dans la distribution spécialisée notamment à pithiviers et à Beaune-La-Rolande ont donc plutôt eu un effet positif global sur l'emploi en limitant l'évasion commerciale vers les territoires voisins.

Cette dynamique, qui s'est appuyée sur un renforcement des polarités commerciales du Pays illustre une des stratégies possibles que le ScoT peut préconiser pour renforcer la base résidentielle de l'économie du territoire.

A l'intérieur du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais, il n'existe pas d'informations disponibles sur l'évolution de l'emploi total des sous territoires. Seules les données de l'Unedic sur l'emploi salarié du secteur privé (de 62% à 90% de l'emploi total selon les zones) permet d'approcher les tendances récentes.

Les pôles urbains, Pithiviers, Beaune-La-Rolande, Malesherbes, ont généralement connu des croissances fortes grâce au renforcement de leurs fonctions tertiaires et surtout commerciales (une exception : Bellegarde).



Les secteurs à faible armature urbaine, dont l'économie est essentiellement industrielle et agricole, ont généralement davantage souffert (Cf. Plaine du Nord Loiret, Canton de Puiseaux, Plateau Beauceron...).

Il y a toutefois une exception dans cette répartition schématique : la CC Beauce et Gâtinais, qui affiche plus fort taux de croissance de l'emploi au sein des communautés de communes, principalement grâce à son secteur industriel.

**Variation de l'emploi salarié marchand par secteur d'activité 31-12-1998 / 31-12-2006**

Territoire	agriculture	industrie	construction	tertiaire marchand	tertiaire non marchand	total
CC de Beauce et du Gâtinais	-3,9%	3,1%	-0,3%	2,9%	-2,5%	1,2%
dont Chilleurs-aux-Bois	13,0%	5,2%	2,4%	-4,3%	-7,9%	1,2%
CC du Beunois	1,1%	-2,8%	-1,9%	2,6%	3,0%	-0,3%
dont Beaune-la-Rolande	0,0%	0,6%	-5,2%	7,5%	1,9%	2,6%
CC du Bellegardois	-1,1%	-2,7%	0,7%	5,5%	1,1%	0,2%
dont Bellegarde	-15,9%	-3,6%	0,0%	5,5%	1,6%	-0,5%
CC du canton de Puiseaux	-4,6%	-5,0%	1,1%	2,1%	-6,7%	-2,1%
dont Puiseaux	-4,5%	-5,1%	-1,2%	-0,3%	1,5%	-2,7%
CC du Malesherbois	-0,8%	-1,2%	2,0%	2,8%	-0,4%	0,4%
dont Malesherbes	-0,8%	1,3%	0,4%	2,9%	-0,4%	1,8%
CC de la Plaine du Nord Loiret	-4,3%	-9,0%	-0,9%	-0,4%	-3,8%	-6,0%
dont Outarville	6,6%	-10,9%	-3,9%	-2,9%	-1,1%	-9,0%
CC du Plateau Beauceron	-2,4%	2,5%	-4,1%	-1,7%	3,7%	0,0%
dont Sermaises	-4,1%	3,5%	-8,2%	-3,4%	3,7%	0,4%
Pôle urbain central	1,4%	-4,0%	1,1%	3,1%	2,7%	0,7%
dont Pithiviers	1,7%	-2,9%	-4,3%	3,3%	0,3%	0,9%
<b>Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-1,9%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>2,6%</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,0%</b>
Département du Loiret	1,1%	-0,8%	2,3%	2,1%	0,9%	1,2%
France métropolitaine	0,0%	-1,4%	2,7%	2,5%	2,0%	1,5%

Source UNEDIC

	1998		1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005	
	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
Agriculture	463	2,2%	461	2,2%	460	2,1%	441	2,0%	435	2,0%	436	2,0%	454	2,1%	434	2,1%
Industrie	7 449	35,0%	7664	36,4%	8129	36,9%	7788	35,1%	7830	35,8%	7675	35,7%	7318	34,4%	7183	34,4%
Construction	1 212	5,7%	1192	5,7%	1188	5,4%	1162	5,2%	1226	5,6%	1150	5,3%	1160	5,5%	1122	5,4%
Commerce	2 369	11,1%	2344	11,1%	2487	11,3%	2779	12,5%	2549	11,6%	3001	13,9%	3002	14,1%	2924	14,0%
Services	7 344	34,5%	7024	33,3%	7370	33,5%	7639	34,4%	7480	34,2%	6955	32,3%	6950	32,7%	6856	32,8%
Total salariés	18 837	88,6%	18685	88,6%	19634	89,1%	19809	89,3%	19520	89,2%	19217	89,3%	18884	88,9%	18519	88,6%
Non salariés	2 426	11,4%	2394	11,4%	2396	10,9%	2379	10,7%	2360	10,8%	2299	10,7%	2360	11,1%	2382	11,4%
Total emplois	21 263	100,0%	21079	100,0%	22030	100,0%	22188	100,0%	21880	100,0%	21516	100,0%	21244	100,0%	20901	100,0%



## 1.2.2. Structure de l'emploi

### Une structure de l'emploi assez peu qualifiée

En 1999<sup>3</sup>, pour la zone d'emploi, les ouvriers non qualifiés représentaient 30% des emplois industriels (Loiret=25%, France = 34%)

Le territoire se caractérise par une structure d'emploi assez peu qualifiée, même si avec l'évolution des techniques dans l'industrie ou le tertiaire, le niveau de qualification ne cesse d'augmenter.

### Mais, un taux d'emplois métropolitains supérieurs (EMS)

<sup>4</sup>**significatif** : 4,5% des emplois en 1999, dans l'aire urbaine de Pithiviers contre 8% à Orléans, mais seulement 4,3% à Bourges, 4% à Montargis, et 3,5% à Dreux.

Dans sa tranche d'agglomération, Pithiviers était parmi celles qui affichaient les taux d'EMS les plus élevés, grâce notamment à un fort contingent des cadres dans la gestion industrielle. L'écart était faible mais à mettre en relation avec la forte présence de PME sur le territoire.

Ce taux d'encadrement industriel un peu plus élevé qu'ailleurs, ne préjugait pas de la présence de tous ces cadres en résidence principale sur le territoire.

<sup>3</sup> On ne dispose pas de données plus récentes

<sup>4</sup> Emplois métropolitains supérieurs : catégorie définie par l'INSEE pour apprécier le rayonnement d'un territoire en terme de pouvoir décisionnel ou de diffusion intellectuelle et technique. Les emplois métropolitains supérieurs correspondent aux emplois de cadres, ingénieurs ou professions intellectuelles supérieures dans onze fonctions définies comme métropolitaines, telles que la recherche, les services aux entreprises, la banque et l'assurance, la gestion et l'informatique, les métiers de l'information et de la culture,...

Au vu de la difficulté, exprimée par certaines entreprises à les recruter, on peut penser qu'un certain nombre choisissent de résider ailleurs.

### Mais, un niveau de formation moyen

Cette structure de l'emploi était jusqu'à maintenant en phase avec un niveau de qualification des actifs plutôt modeste :

- sans diplôme ou diplôme < au 1er cycle secondaire : 54 % (Loiret = 46%, France = 37%),
- diplôme moyen inférieur au bac : 27 % (Loiret = 27%, France = 20%),
- Niveau supérieur au Bac : 10 % (Loiret = 16%, France = 19%), dont diplôme supérieur 4%.

La corrélation est assez normale dans la mesure où ne restent sur le territoire que ceux qui ont des qualifications requises par les emplois. L'absence d'instances de formation supérieures conduit ceux qui veulent élever leur niveau de qualification à aller vers les villes universitaires. La difficulté, avec l'élévation du niveau d'exigence des entreprises, est désormais double :

- disposer des outils pour améliorer la formation des actifs présents ;
- attirer la main d'oeuvre qualifiée dont les entreprises ont besoin, et ceci dans un système de concurrence avec d'autres agglomérations.

La part relativement élevée d'emplois précaires est une autre caractéristique du marché du travail local.

Le Pithiverais, comme tous les bassins industriels, a un recours un peu plus fréquent aux contrats à durée déterminée ou à l'intérim pour répondre aux variations d'activité.

12,8% des emplois étaient précaires en 1999 contre 11% en France.

Depuis 1999, le nombre de salariés en intérim aurait été multiplié par 5 selon l'Unedic.

Cette précarité des emplois est probablement une nécessité pour la compétitivité ou la « saisonnalité » de certaines activités.

Elle devient toutefois une difficulté pour les recrutements. Un des enjeux des politiques publiques est peut-être de chercher à en limiter les conséquences, notamment en matière d'habitat, de déplacement et d'accès aux services.

### 1.2.3. Un marché de l'emploi qui se tend

#### Un taux de chômage modéré et en baisse

Le taux de chômage est significativement inférieur à la moyenne nationale.

Taux 2006 (Insee – définition BIT<sup>5</sup>):

Zone d'emploi de Pithiviers	7,5%
Loiret	7,5%
France	8,3%

La situation est relativement homogène sur l'ensemble du territoire avec toutefois quelques « pointes » dans les Communautés de Communes de la Plaine du Nord Loiret (8,8%) et du Beunois (9,6%).

<sup>5</sup> La norme BIT est plus restrictive que la définition utilisée au RP ou celle de l'ANPE. En 1999, pour la Zone d'emploi, le RP donnait un taux de 9%

#### Des difficultés de recrutement qui émergent

De 2004 à 2006, Le Pays a vu le chômage amorcer une légère décrue, passant de 7,8% des actifs à 7,4%.

Depuis, cette décrue se serait confirmée, avec comme conséquences, l'apparition de difficultés de recrutement dans certains segments du marché du travail :

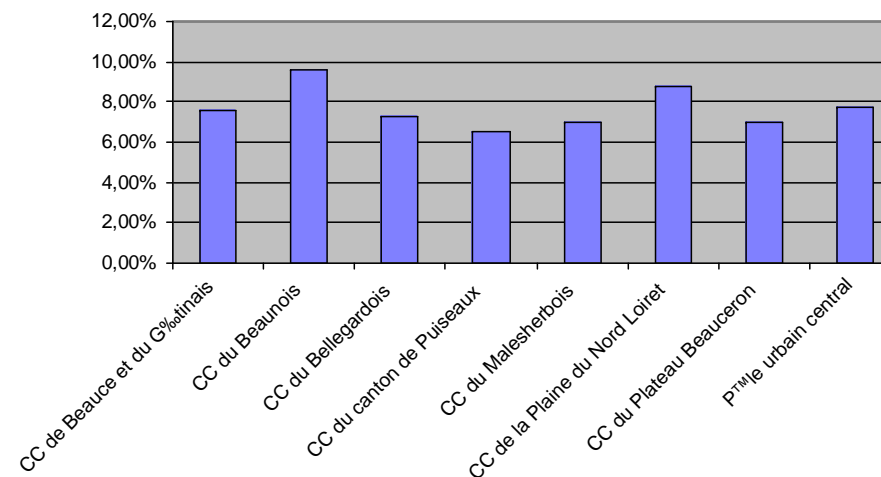
- Liées à la raréfaction de la main d'oeuvre : métiers du bâtiment, secteur de l'aide à la personne, cadres commerciaux, ...et plus modérément ouvriers qualifiés de l'industrie,...

(Source : Assedic - enquête BMO 2006)

- Liées à l'attractivité : difficulté à faire venir des cadres

(Source : AFPA - Le bassin d'emploi de Malesherbes 2005 ).

Taux de chômage 2006





## 1.3. PERSPECTIVES

### 1.3.1. Un nécessaire renouvellement du tissu économique

Le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais a fondé son développement sur une agriculture puissante et sur un secteur industriel qui n'a fait que se renforcer et se diversifier au cours des dernières décennies. Ces deux secteurs vont rester le socle de l'activité économique du territoire. L'agriculture et ses activités connexes est pérenne.

L'industrie est suffisamment diversifiée pour éviter les gros risques sur l'emploi, du moins à court et moyen termes.

Ceci étant, pour différentes raisons, ni l'une ni l'autre ne peuvent assurer une croissance, ou au minimum un renouvellement de l'emploi, susceptible d'accompagner le développement résidentiel que connaît le Pays.

L'installation de nouvelles industries est peu probable dans le contexte concurrentiel actuel. Le Pays n'est pas le mieux positionné pour accueillir les activités de haute technologie qui sont l'avenir de l'industrie en France.

Sans évincer cet objectif (le pôle d'excellence rural est là pour en témoigner), l'ambition première doit être au minimum d'assurer le fonctionnement et le développement des activités déjà présentes.

Pour assurer la diversification de son économie, le Pays doit aujourd'hui chercher à compléter sa base productive actuelle dans de nouveaux champs.

On a vu que l'économie résidentielle était plutôt moins développée qu'ailleurs.

Certes, le contexte actuel de réorganisation des administrations publiques tend à favoriser le regroupement des services dans les métropoles départementales ou régionales.

Il y a toutefois des stratégies à mettre en place pour renforcer la couverture des services, en jouant des possibilités de mutualisation entre communes, et des effets de polarités. Ce qui s'est passé dans le domaine du commerce illustre en partie ce dernier point.

A l'évidence, le ScoT a des orientations à définir en la matière.

Les services aux entreprises sont un autre des secteurs aujourd'hui sous représentés sur le territoire.

La marge de manœuvre en la matière n'est pas considérable, car la concurrence avec les agglomérations plus importantes est vive.

Ceci étant, des perspectives existent. Le territoire a une expérience dans la logistique (Cf. Les centres de distribution du livre). L'activité industrielle et agricole a engendré un secteur des transports non négligeable. La mise en service de l'Autoroute A19 ouvre des perspectives qui se sont concrétisées par au moins des manifestations d'intérêt d'entreprises du secteur.

Et, on ne peut pas aborder ce sujet sans évoquer l'hypothèse de l'axe Atlantique Eco-Fret, avec un terminal multi modal au sud de Paris, pour l'accueil duquel le Loiret est candidat.

Un tel investissement donnerait certainement un avantage décisif au territoire par rapport à ses nombreux concurrents qui enserrant l'Île-de-France.



### 1.3.2. Une capacité d'accueil importante

Que ce soit pour aider à l'extension ou à la modernisation des activités en place, ou pour l'accueil d'activités nouvelles (la logistique est très consommatrice d'espace), le Pays a besoin de foncier prévu à cet effet.

Actuellement, le maillage du territoire en zone d'activités est important.

Une vingtaine de communes dont toutes les plus importantes (à l'exception d'Outarville ?)<sup>6</sup>, disposent de terrains à vocation d'activités disponibles ou en projet.

Dans le domaine économique, on ne connaît pas le rythme actuel de consommation foncière, faute de statistiques ad hoc sur le sujet. L'enquête réalisée pour ce diagnostic auprès des communes disposant de zones d'activité, laisse penser que depuis 4 ans ce rythme est assez faible.

Avec 97 ha de terrains disponibles, et 490 ha en projet, dont 360 livrables avant 4 ans, le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais dispose d'un potentiel équivalent aux surfaces déjà occupées des zones d'activités.

Sous réserve d'une accélération très forte et encore improbable de la demande (qui justifiera une révision du SCoT), les capacités ainsi développées paraissent conduire au delà des échéances de ce document.

Les questions qui se poseront dans l'élaboration du SCoT relèveront davantage de la problématique du maillage (notamment par rapport au maintien de l'artisanat) et de la hiérarchie des zones. Deux grosses zones d'activité (chacune de près de 100 ha) ont été programmées en lien avec l'ouverture de l'autoroute.

Peuvent-elles satisfaire tous les besoins, notamment pour l'extension ou la relocalisation des entreprises existantes ?

Doit-on les spécialiser ?

La proximité de l'autoroute offre bien sûr des perspectives dans le domaine de la logistique. Un autre gros pôle tente de se structurer à la limite du Pays le long de la RN 20.

Comment hiérarchiser ces différents projets, dans le temps, dans les prestations offertes, dans les financements dégagés ?

Les territoires voisins développent des projets concurrents : Arboria du côté de Montargis (déjà en commercialisation), Artenay au carrefour A19/A10, voire Neuville-au-Bois en direction d'Orléans.

Ne peut-on craindre une sur offre à court terme ?

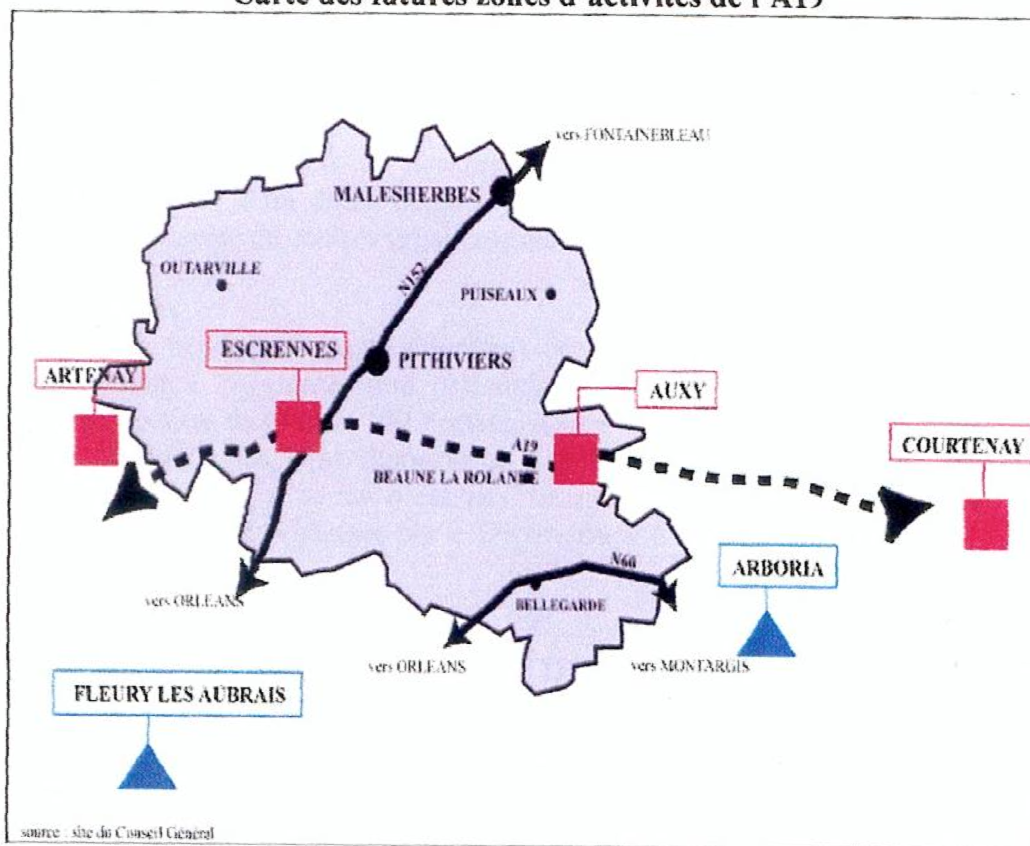
Et comment la gérer au mieux pour le territoire ?

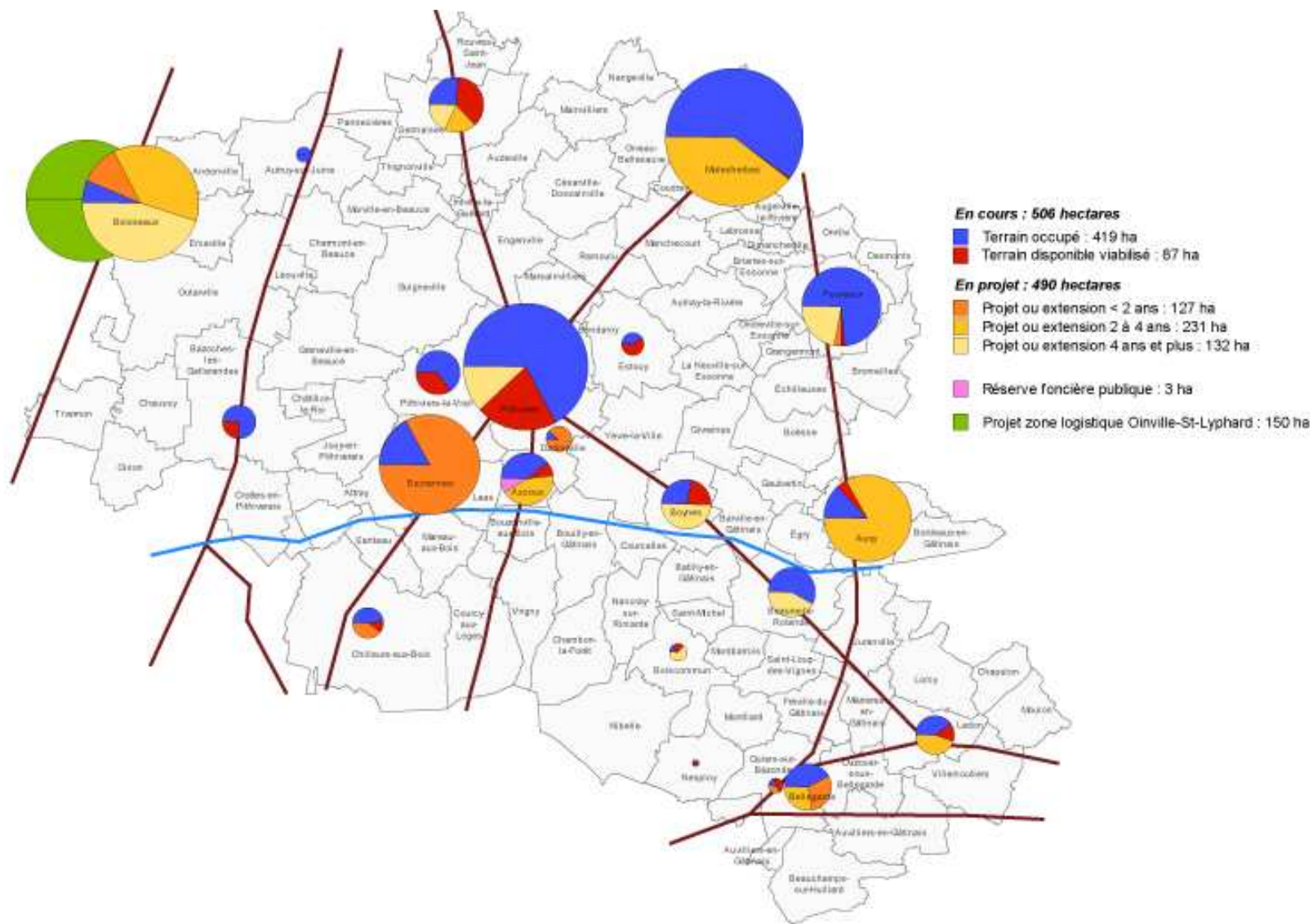
Les sujets de réflexion qui devront être pris en compte dans le SCoT ne manquent pas sur ce thème.

<sup>6</sup> Source enquête CCI 2004

Ces projets sont prévus à un horizon de cinq ans, en liaison avec le tronçon A19.

Carte des futures zones d'activités de l'A19







## 1.4. SYNTHÈSE

### Constats :

Le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais reste encore très marqué par les activités de production (agriculture et industrie).

Même s'ils doivent rester au centre des préoccupations économiques, car ils vont encore longtemps être le socle de l'économie du territoire, ces deux secteurs, pour différentes raisons liées au contexte, ne sont pas en mesure d'assurer seul le développement du territoire et le renouvellement du tissu indispensable pour parer aux risques qui pèsent sur certaines branches d'activités.

Le projet de filière « biomasse énergie » est certes un exemple de diversification économique para agricole, mais son impact en terme d'emploi demeure modeste du moins à court terme.

Depuis 4 à 5 ans l'emploi du territoire stagne, voire régresse, à la différence de ce qui se passe dans les bassins voisins.

D'autres ressorts doivent être actionnés pour compléter les initiatives prises dans les secteurs industriel et agricole.

L'économie résidentielle du Pays (commerce, services aux particuliers, artisanat du bâtiment, administrations publiques, ...) est peu développée.

Pourtant avec l'évolution démographique positive et l'attractivité du Pithiverais sur les territoires voisins, le contexte est plutôt favorable à un développement de ce champ économique.

Encore faut-il que le Pays soit en mesure de capitaliser sur son territoire la plus grande part de la demande.

Des stratégies doivent être mises en œuvre pour compenser les effets négatifs d'une faible urbanisation sur la localisation des services (notamment publics).

L'absence d'un appareil de formation permanente, technique et supérieure, est un bon exemple de ces effets négatifs qui pénalisent le Pays.

Le dernier registre à évoquer est celui du potentiel de développement que les services aux entreprises peuvent éventuellement représenter.

Le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais dispose d'une densité d'activité qui paraît sous dimensionnée par rapport aux bassins voisins, eu égard à l'importance de son tissu industriel et agricole. Peut-être pour exister, des spécialités doivent-elles être dégagées. La logistique peut-être l'une d'entre elles, sachant que dans tout le pourtour de l'Île-de-France, de nombreux projets émergent. C'est en tout cas avec l'ouverture de l'autoroute, celui qui engendre le plus d'espoir.



### Atouts :

- Un secteur agricole productif.
- Un tissu industriel diversifié et compétitif.
- Une offre commerciale consolidée.
- Une accessibilité routière améliorée.
- Un réseau ferré fret encore actif.
- La proximité d'un grand marché de consommation et de donneurs d'ordre : l'Île-de-France
- Des conditions d'accueil (notamment de logement) abordables et de qualité.
- Des espaces limitrophes qui saturent.

### Faiblesses :

- Un secteur productif dominant, mais qui, soumis à une concurrence plus vive, ne crée plus d'emplois.
- Des réserves de main d'œuvre désormais limitées (dans certains secteurs), avec des pénuries que l'insuffisance des transports collectifs accentue.
- Un appareil de formation initiale et continue insuffisant.
- Un maillage urbain peu dense, des villes de dimension petite et moyenne, ce qui ne facilite pas l'émergence d'une économie résidentielle forte.
- Une relative dispersion de l'initiative locale.
- Des risques à moyen long termes sur quelques branches industrielles.
- Des contraintes notamment en matière d'environnement qui peuvent demander des efforts d'adaptation à l'agriculture.

### Les questions à poser dans le cadre du ScoT :

- Contribuer à la cohérence institutionnelle.
- Réfléchir à une organisation urbaine susceptible de favoriser le développement de la base résidentielle.
- Assurer les conditions de la mobilité des marchandises et des personnes.
- Structurer le développement du tissu existant et l'accueil des activités nouvelles :
  - Quels besoins fonciers ?
  - Quelle organisation spatiale (localisation, hiérarchie et complémentarités des espaces économiques) ?
  - Quelle politique de spécialisation éventuelle ?
- Trouver le meilleur équilibre entre les besoins fonciers des différents secteurs de développement : agriculture, activités existantes, activités nouvelles, infrastructures, habitat, ...